



CFE-CGC/UNSA France Télécom - Orange

Adresse postale : 12 rue Saint Amand - 75015 Paris

Tél : 01 46 79 28 74 - Fax : 01 40 45 51 57

E-mail : presse@cfecgc-uns-ft-orange.org

Communiqué du 6 juin 2013

Affaire Tapie : la présomption d'innocence du PDG de France Télécom-Orange doit primer !

Les derniers rebondissements de l'affaire Tapie, qui remettent en question le choix d'un arbitrage privé pour mettre fin au différend de l'homme d'affaires avec le Crédit Lyonnais, ont mis ces derniers jours Stéphane Richard sur la sellette.

Ce matin, Arnaud Montebourg, Ministre du redressement productif, s'est permis de déclarer, dans *Le Monde*¹, que « *Si Stéphane Richard est mis en examen, il lui sera difficile de rester {PDG d'Orange}*. » De telles déclarations apparaissent totalement hors de propos, tant à ce stade de l'instruction du dossier, que par l'absence de lien entre cette affaire et le rôle de PDG de France Télécom-Orange de Stéphane Richard, pour lequel la justice n'a strictement rien à lui reprocher.

Alors que le secteur des télécommunications, écosystème complexe, est en pleine tourmente, les personnels de l'entreprise attendent que l'État actionnaire de l'opérateur historique soutienne l'action de son PDG pour défendre la pérennité de l'entreprise et des emplois, et non que le Gouvernement, qui n'a pas fait grand-chose de concret pour stabiliser ce secteur d'activité, se livre au lynchage médiatique.

Aucun rapport avec les bananes

Soulignons pour commencer qu'il n'y a aucun lien entre l'éventuel rôle joué par Stéphane Richard - alors Directeur de cabinet de Christine Lagarde au Ministère de l'économie -, concernant la décision de trancher le litige opposant Bernard Tapie au Crédit Lyonnais par un arbitrage privé, et la mission actuelle de ce même Stéphane Richard en tant que PDG de France Télécom-Orange.

Tout amalgame avec l'affaire Cahuzac, où les liens sont évidents et directs entre une fraude fiscale personnelle du ministre et le rôle de son Ministère, est donc plus qu'hasardeux.

Présomption d'innocence

Rappelons ensuite que dans notre république, il convient de laisser les juges faire leur travail, sans intervention du gouvernement. L'audience de M. Richard dans le cadre de l'affaire Tapie n'aura lieu que le 10 juin. Si à l'issue de cette audience des mesures s'avéraient nécessaires, il serait toujours temps de les annoncer. Pour le moment, la présomption d'innocence doit s'appliquer de manière absolue à l'égard de Stéphane Richard.

.../...

¹ http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/06/06/affaire-tapie-stephane-richard-espere-le-soutien-de-l-elysee-pour-rester-pdg-d-orange_3425374_3234.html

.../...

Et même si c'est déjà de l'histoire ancienne, d'autres patrons d'entreprises cotées ont continué d'exercer leur mandat de PDG alors même qu'ils étaient mis en examen dans le cadre de ce mandat, soupçonnés de blanchiment d'argent ou d'abus de bien social². On voit donc mal pourquoi Stéphane Richard, à qui l'on n'a rien à reprocher de tel en tant que PDG de France Télécom-Orange, devrait d'ores et déjà se préparer à démissionner de son poste.

Avis de tempête sur les télécoms...

Vu du côté de l'entreprise, France Télécom-Orange doit actuellement faire face à un contexte économique et réglementaire particulièrement violent, où s'additionnent une conjoncture économique difficile dans toute la zone Europe, une concurrence exacerbée par l'arrivée du 4^{ème} opérateur mobile qui a engendré une forte destruction de valeur sur le marché français, et la nécessité d'investir malgré tout pour déployer le très haut débit fixe et mobile qui permettra à la France de rester compétitive, les infrastructures de télécommunications étant un élément clef de cette compétitivité, et à Orange de rester dans la course.

La complexité de la tâche est immense, d'autant plus dans un Groupe lui-même complexe, en raison de son héritage historique, et de la crise sociale qu'il a subie en 2009, que Stéphane Richard a su endiguer en prenant les rênes de l'entreprise. Changer de PDG en catastrophe dans un tel contexte signifierait la condamnation définitive de France Télécom-Orange : nul dirigeant, aussi brillant soit-il, ne pourrait en un clin d'œil prendre la mesure exacte de la situation pour attraper le gouvernail au vol.

Dans un tel contexte, les personnels de l'entreprise attendent donc de son principal actionnaire et du gouvernement toutes les mesures qui s'imposent pour stabiliser la situation, à commencer par celle de son dirigeant, et qu'ils s'attachent tout particulièrement à la pérennité de l'entreprise et des emplois dans un secteur particulièrement chahuté, bien que hautement stratégique pour l'économie française.

...et quasi inaction du gouvernement pour rétablir une situation « navigable »

Malheureusement, le Ministère du redressement productif n'a démontré ni la pertinence de ses analyses de la situation, ni surtout une réelle inflexion dans le pilotage de ce secteur d'activité.

Rappelons, pour la petite histoire, que Monsieur Montebourg, après s'être réjoui de l'arrivée de Free Mobile, déclarant sur Twitter « *Xavier Niel vient de faire avec son nouveau forfait plus pour le pouvoir d'achat des Français que Nicolas Sarkozy en cinq ans.* », a, lors de son arrivée au Ministère, violemment dénoncé la politique du gouvernement précédent, y compris la décision d'introduire un 4^{ème} compétiteur sur le marché du mobile français³, mais aussi l'ensemble de la régulation du secteur, appuyé en cela par Fleur Pellerin⁴.

Malheureusement, plus d'un an après la prise de poste de ces deux ministres, force est de constater qu'aucune mesure marquante n'a été prise⁵ pour endiguer les phénomènes justement dénoncés au second semestre 2012, et rappelés par un rapport parlementaire paru en février 2013⁶.

.../...

² Voir par exemple : <http://www.liberation.fr/evenement/010197425-mis-en-examen-et-toujours-pdg> ou <http://www.boursier.com/actions/actualites/news/krief-group-pdg-mis-en-examen-453874.html>

³ <http://www.01net.com/editorial/579887/apres-sen-etre-rejoui-arnaud-montebourg-deploire-l-arrivee-de-free-mobile/> et <http://www.rue89.com/rue89-politique/2012/06/20/montebourg-sur-free-mobile-un-magnifique-180-degrees-233200>

⁴ <http://www.challenges.fr/high-tech/20120717.CHA9105/le-gouvernement-se-mobilise-contre-la-casse-sociale-dans-les-telecoms.html> et <http://www.redressement-productif.gouv.fr/rp/des-mesures-pour-emploi-et-investissement-dans-secteur-des-telecoms>

⁵ <http://www.redressement-productif.gouv.fr/feuille-de-route-pour-le-numerique>

⁶ <http://www.corinne-erhel.fr/images/PDF/Rapport%20d'information%20sur%20l'impact%20de%20la%20regulation%20des%20telecoms%20sur%20la%20filier%20telecom.pdf>

.../...

Le 4^{ème} opérateur mobile continue de détruire la valeur des télécommunications mobiles pour tout le marché français, les suppressions d'emploi dans la filière dépasseront les 10 000 postes pour la seule année 2013, le « refarming » des fréquences 2G en 4G a été autorisé pour Bouygues Telecom sans aucune conditions sur l'emploi, et les opérateurs télécoms sont toujours les « vaches à lait » du budget de l'État, tant du point de vue de la fiscalité spécifique qu'ils supportent que, pour France Télécom-Orange, du dividende exigé par son principal actionnaire, qui ont de nouveau cette année dépassé le montant des bénéfices de l'entreprise.

Stéphane Richard et les personnels de France Télécom-Orange se battent chaque jour avec ardeur pour assurer le futur de l'entreprise et préserver les emplois. Pendant ce temps, Monsieur Montebourg fait des déclarations fracassantes dans les médias... qui font chuter le cours de l'action France Télécom, qui n'en avait pourtant pas besoin !

On peut dès lors s'interroger : qui doit quitter son poste ?

Contacts :

- Patrice SEURIN, Délégué Syndical Central de la CFE-CGC/UNSA France Télécom-Orange
patrice.seurin@cfecgc-uns-ft-orange.org

- Sébastien CROZIER, Président du syndicat CFE-CGC/UNSA France Télécom-Orange
(06 86 27 32 72) - sebastien.crozier@cfecgc-uns-ft-orange.org

*Vous pouvez retrouver nos communiqués sur le site web de la CFE-CGC/UNSA France Télécom-Orange :
<http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/communiqués-de-presse/>
et nous suivre sur Twitter : <http://twitter.com/#!/CFECGCUNSAPress>*